

Budget 2026 : à nous d'imposer notre 49.3 par nos grèves et par nos luttes

Alors qu'il avait juré qu'il ne gouvernerait pas à coup de 49.3, Lecornu vient d'y recourir pour faire passer son budget. S'asseoir sur une promesse de plus, pas de quoi émouvoir tout ce petit monde politicien qui a mis toute son énergie dans des marchandages parlementaires. La France a un budget, voilà les marchés financiers, et tous les capitalistes, rassurés. Mais pour les travailleurs et les travailleuses, c'est une déclaration de guerre.

Un budget de casse sociale

C'est le PS lui-même qui a encouragé Lecornu à recourir au 49.3 : quoi de plus commode pour faire passer ce budget impopulaire, sans avoir à le voter ? Le chef de file du PS, Olivier Faure, n'hésite pas à parler des « victoires obtenues ». Quelles seraient ces victoires, qui ont acheté le consentement du PS et permis au gouvernement d'échapper à la censure ? La « prime d'activité », versée par les CAF (donc la Sécurité sociale) à laquelle peuvent postuler les salariés les moins payés augmentera de 50 euros par mois. C'est toujours ça que les patrons n'auront pas à déboursier pour obtenir une main-d'œuvre sous-payée, sans augmenter les salaires. Autre os à ronger, lancé à tous ceux qui prétendent avoir obtenu un « budget de compromis » : 500 emplois supplémentaires pour accompagner les élèves en situation de handicap pour l'Éducation nationale. Mais ces emplois d'accompagnant d'élèves en situation de handicap (AESH) sont eux aussi sous-payés, avec temps partiels imposés, et peinent à recruter. Et on passe sous silence les 4 000 suppressions de postes prévues côté enseignants. Le repas à un euro pour les étudiants veut lui aussi faire oublier la grande misère des Crous, sous-financés pour loger et nourrir les étudiants. De même pour le budget de la Sécurité sociale, notoirement insuffisant alors que les difficultés rencontrées par l'hôpital public mettent des vies en danger, comme pour les ministères de la Justice, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur.

Le pactole pour les patrons

Mais pas d'austérité pour les plus riches et les grosses entreprises. La taxe Zucman, pourtant très modérée, a suscité un tir de barrage généralisé. Quant à la taxe sur les plus hauts revenus, créée en 2025, elle a été un fiasco total, rapportant cinq fois moins que prévu. Pour ces très riches, gagnant plus de 250 000 euros par an pour un célibataire, l'évasion fiscale et autres contournements sont un jeu d'enfant. Le patronat pleure la bouche pleine parce que les 300 plus grosses entreprises devront verser 6,3 milliards de « surtaxe ». Pas cher payé, quand on sait que les entreprises du CAC 40 ont versé plus de 100 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2025 ! Ce sont surtout les patrons de l'armement, Dassault et autres Safran ou Thales, qui touchent le jackpot avec 6,7 milliards d'euros de plus qu'en 2025 pour le budget de la Défense.

Ils profitent, nous produisons tout !

On ne parle plus de ces 211 milliards d'euros d'aides diverses versées aux entreprises par l'État, que ce nouveau budget ne remet pas en question. 211 milliards empochés chaque année au nom de la création d'emploi, alors que les entreprises ne cessent d'en supprimer : 700 licenciements chez Brandt, 2 400 suppressions d'emplois chez le géant de l'informatique Capgemini, des licenciements prévus en masse dans le secteur bancaire, pour ne parler que des annonces les plus récentes. Face à ces attaques incessantes, le monde capitaliste et les politiques à son service craignent la colère de la classe ouvrière. C'est bien pour cela qu'en ce moment même, les députés examinent une proposition de loi pour « suspendre » le droit de grève trente jours par an dans les transports, avec l'intention évidente de généraliser cette limitation de notre droit à nous défendre.

Licenciements, conditions de travail et de vie, bas salaires : nous avons toutes les raisons de rendre coup pour coup.



SNCF, l'illusionniste ?

Résultat des NAO : aucune augmentation de salaire. Pour faire passer la pilule, la boîte promet des primes ici et là, plus ou moins élevées selon qu'elle craint les mobilisations, et cherche à les endormir... C'est ce genre de combines que la SNCF tente de faire passer, auprès des travailleurs comme dans la presse, pour de la « revalorisation salariale ». Car selon les médias, les cheminots ont été augmentés de 16%. Si vous avez été témoin ou directement concerné par cette augmentation, merci de nous contacter dans les plus brefs délais.

RER NG : jamais au bout de nos galères

Entre les accoudoirs non réglables, les fauteuils qui fuient et la climatisation hasardeuse, on est jamais au bout de nos galères sur le RER NG. Plutôt que de nous faire confiance, la direction s'obstine à vérifier par elle-même les problèmes qu'on remonte depuis des semaines. Après moult pertes de temps, elle nous explique qu'il n'existe aucune solution. Si on prenait les moyens de gérer le matériel, c'est certain qu'il tournerait mieux !

Pas touche au droit de grève

Le parlement déclare la guerre contre le droit de grève, en visant notamment les cheminots. Déjà adopté au Sénat, le texte prévoit de nous priver du droit de grève 30 jours dans l'année, d'allonger le délai de D2i de 48h à 72h, de fixer une limite de jours consécutifs de grève... Ces attaques rappellent surtout à quel point la grève reste notre arme la plus efficace. Et nous rappellent aussi que le droit de grève, ça se défend. La meilleure réponse à cette attaque est à chercher du côté des travailleurs de Météo-France : contre la volonté de leur direction de restreindre leur droit de grève au nom de la « continuité de service », les agents ont répondu par l'action collective... et la grève.

Classe Optimum, no kid, no pauvre

SNCF lance une classe « Optimum », interdite aux enfants de moins de 12 ans : pour 180 €, salon privé, places spacieuses et repas servi à table. Optimum, c'est donc « no kid », mais aussi « no pauvres » ! Des transports de plus en plus chers, qui cessent de desservir les

gares les moins rentables, et qui proposent des rames sans enfants : on n'en veut pas !

Pour la gratuité des transports !

Anthony, cheminot du NPA-Révolutionnaires, défend la gratuité des transports en commun. Le NPA-R tiendra un meeting parisien dans le cadre des Municipales le 19 février à l'Espace Charenton à 19h30.



Catastrophes ferroviaires en Espagne : comme un air de déjà vu

Malgré une rénovation de 700 millions €, plus de 40 personnes ont perdu la vie dimanche 18 janvier en Andalousie. L'enquête en cours appelle à la prudence, mais la rénovation ne remplaçait que les parties jugées défectueuses, par soucis d'économie sans doute. C'est pourtant à la jonction entre un matériel datant de 1989 et un autre de 2023 que l'accident s'est produit ! Comme à Brétigny en 2013 ou en Grèce en 2023, la soif de profits des capitalistes se fait au prix de nos vies. Le syndicat espagnol Semaf, qui alertait déjà en août de l'usure de la voie en question, appelle les agents à la grève du 9 au 11 février.

Le technicentre d'Annemasse en grève

Face au sous-effectif dans leur atelier de maintenance et au sous investissement de la SNCF, les cheminots du technicentre d'Annemasse (Haute-Savoie) sont en grève depuis lundi dernier. Si la direction a rapidement accepté l'ouverture de nouveaux postes, les grévistes, réunis en AG, ont décidé de continuer, avec des revendications sur la vie chère, un frein majeur au recrutement de nouveaux cheminots. Bel exemple à suivre !

Hommage à El Hacen Diarra

Ce dimanche une marche se tenait à Paris en hommage à El Hacen Diarra, tué en garde à vue par la police. Comme avec l'ICE aux États-Unis, la police tue, peu importe que ce soit Trump, Macron ou un autre aux commandes. Loin d'une énième "dérive" de certaines brebis galeuses, ces meurtres s'inscrivent dans une politique mondiale d'offensive contre les migrants ou considérés comme tel, avec ou sans papiers. Notre mobilisation doit s'amplifier : c'est le système entier qu'il faut dégager.



Le bulletin politique "Révolutionnaires" du NPA-Révolutionnaires à destination des cheminots de Paris Sud-Est.
Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants.
Merci de ne pas le jeter sur la voie publique.